



Madame la Présidente,

La politique gouvernementale déclinée dans notre ministère et notre direction vise à détruire le service public. Les agents luttent pour le défendre, dans le Val-de-Marne, comme sur l'ensemble du territoire.

Devant ce constat, notre refus de voir disparaître un VRAI réseau de proximité, de qualité et auquel les usagers et les agents sont tout particulièrement attachés, ainsi que l'annonce des 5800 suppressions d'emplois (dont 1600 à la DGFIP pour la seule année 2020, soit l'équivalent des effectifs de notre Département, alors que dans le même temps les Douanes vont perdre 700 à 1 000 emplois pour le transfert de leur recouvrement vers... la DGFIP !) conduit l'intersyndicale à ne pas siéger à cette première instance et à renouveler sa demande : LE RETRAIT DU PLAN DARMANIN et l'arrêt des suppressions d'emplois.

Toutefois, afin de ne pas pénaliser l'utilisation du budget de cette instance et avec la volonté de privilégier les conditions de vie et de travail de l'ensemble des agents, l'intersyndicale acte dans la présente le financement dès à présent des actions suivantes, afin qu'elles puissent être engagées sans attendre la re-convocation de la séance plénière :

- 7 bancs de visites pour les Douanes d'Orly : 25 620 €
- 100 fauteuils : 19 451,08 € (ATTENTION : nous fournir la liste du nombre de fauteuils attribués par service. Ces fauteuils ne doivent pas être inclus dans les mobiliers neufs promis par la DDFiP aux services qui déménagent.
- 100 BAES pour la DDFiP suite au rapport de visite de l'ISST : 3 750 €
- 100 Trousses de premiers secours : 930 €
- 2 portes à équiper de films à Champigny-sur-Marne : sûrement inférieur à 1 500 € (pour éviter que les usagers ne voient à l'intérieur du service, via l'oculus)
- 100 paires de gants en kevlar pour les Douanes : 3 380,40 €
- Armoire à pharmacie pour les Douanes : 85,90 €
- 10 fauteuils pour la DNID : 1 945,10 €
- 4 radiateurs à bain d'huile pour la brigade des douanes d'Orly qui se situe en bout de réseau chauffage ADP : 436 €

Concernant le budget restant, l'intersyndicale vous fera une demande de devis rapidement.

L'intersyndicale a bien noté que la réfection de l'éclairage du PRS ne pourrait pas se faire cette année, que ce soit pour des raisons budgétaires et de délais.

Concernant les douanes d'ORLY, une deuxième visite du nouveau bâtiment a eu lieu le 16 septembre dernier, en présence de la responsable du pôle immobilier et de l'adjointe du directeur interrégional. Les plans ont été présentés sur place. Contrairement à ce qui avait été indiqué lors de la première présentation, il est apparu qu'il n'était pas possible de modifier de manière significative les cloisons existantes. Ne pouvant supprimer ces cloisons, il est juste proposé de cloisonner les open-space existants. Or cela ne correspond pas aux besoins des agents. Le local social demeure dépourvu de toute fenêtre.

Les différentes contre-propositions faites par l'intersyndicale n'ont été prises en compte qu'à la marge et lorsqu'un service a reçu satisfaction, la situation d'un autre a empiré. L'intersyndicale demande à ce que de nouveaux plans soient présentés lors de la re-convocation de cette instance.